



A l'heure de l'examen de la loi dite de « L'École de la confiance » et de la mise en œuvre des Réformes Banquer, le moins qu'on puisse dire c'est que nous assistons à la casse de l'Éducation nationale qui prend un visage particulier dans notre département !

Dans le Premier degré, seuls 40 postes sont créés pour assurer les 78 dédoublements des CP et CE1 en REP et REP+. Les élèves habitants dans les zones urbaines hors éducation prioritaire et rurales sont donc sacrifiés pour financer cette mesure ministérielle.

Dans le Secondaire, les effectifs de classe pour la rentrée 2019 passent à 30 en collège et dans quelques lycées pour les Secondes, alors que le nombre de 35 élèves devient la règle au lycée

général et technologique. Avec la carte des « spécialités » du nouveau lycée, la scolarité des élèves se voit de plus en plus déterminée par leur lieu d'habitation puisque la distance entre les établissements et le manque de transports les empêchent d'avoir accès aux enseignements de leur choix tandis que les matières suivies au lycée déterminent l'accès ou non dans le Supérieur avec Parcoursup.

De l'entrée à l'École jusqu'au Supérieur, la jeunesse de la Seine et Marne est donc aujourd'hui sacrifiée à des objectifs comptables et budgétaires !

La situation de nos élèves va de paire avec une dégradation accrue de nos conditions de travail. Pour leur mouvement, les Professeurs des Ecoles pourraient se voir contraints de formuler un vœu sur « zone large » lors du mouvement alors que notre département ne compterait que 5 zones toutes plus grandes à elles-seules qu'un autre département entier de la Région parisienne !

Dans les collèges et lycées, l'adoption anticipée par les directions de nombre d'établissements, de la 2^e heure supplémentaire obligatoire alors que le texte n'a pas encore été voté, a des conséquences dramatiques pour nos collègues dont beaucoup se retrouveront à exercer leur mission en complément de service à la rentrée prochaine.

Enfin, le gouvernement avance à grands pas dans sa volonté de remettre en cause le statut de la Fonction publique à l'horizon 2022. Suppression des commissions paritaires pour le mouvement et l'avancement de carrière, recours généralisé aux recrutements par contrat de droit privé, mobilité accrue des agents sont autant d'atteintes graves qui contribueront à priver les usagers de leur droit à un service public de qualité et à rompre le Pacte républicain alors que nous subissons de plus en plus un management par la peur et la menace, dont nous avons déjà quelques illustrations aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, nos organisations réunies appellent l'ensemble des collègues à se mobiliser le 19 mars, à participer aux initiatives locales dans notre département et à faire grève.

Initiatives locales :

Montereau : manifestation à 10h depuis l'hôpital pour les salaires, l'emploi et les services publics. Bus pour Paris à 11h30 de l'hôpital. Réservations par SMS : 07 61 52 12 20 ;

Nemours : manifestation intersyndicale public-privé à 10h du lycée, Bus pour Paris, à 11h30 au Champs de Mars. Réservations par SMS : 07 88 25 97 01 ;

Mitry-Mory : initiative publique est en construction autour de la question des transports. Pour s'inscrire : ulmitrycgt@yahoo.fr ou par tél au : 06..89.93.27.03

Coulommiers : rassemblement devant l'usine Arjo Wiggins security (Jouy sur Morin) à 9h. Bus pour Paris à 11h00 devant le Crédit Agricole boulevard Gambetta à Coulommiers, 12h00 devant le Château de Champs sur Marne, réservation par SMS : 06 73 34 65 02

Melun : rassemblement devant la préfecture à l'initiative de la CGT Energie à partir de 10h30.